



L'Express : Quelle signification aurait, à vos yeux, une abstention forte le 6 novembre ?

**Michel Rocard :** Je sais que la Nouvelle-Calédonie, c'est loin, et qu'un référendum peu conflictuel, c'est un spectacle politique moins affriolant qu'un drame national ! Moi, ce qui m'importe — et m'inquiète — c'est le destin de ce territoire français, non des supputations oiseuses sur tel ou tel taux de participation. Quand je vois — à tout seigneur, tout honneur — M. Pons continuer à parler comme s'il était fier des morts qu'il a sur la conscience, quand j'entends M. Juppé annoncer qu'il ne se considérera pas comme lié par le résultat du référendum, je me dis qu'il y a encore des gens qui se préparent à violer la parole de la France. Il y a là un extrême danger. Si ces incitations à l'abstention donnaient au résultat final une allure telle que les Calédoniens de toutes origines jugeaient que la France est, au fond, indifférente à leur destin, nous recommanderions à courir des dangers. Voilà ce qui m'impressionne.

— *L'attitude des gaullistes vous surprend-elle ?*

— Il faut s'entendre sur ce que vousappelez les « gaullistes ». Il y a une différence radicale entre ceux qui, de facto, ont renoncé à cette référence (on les retrouve au RPR) et ceux pour qui elle est capitale autant que vivante, de Jacques Chaban-Delmas à François Goguel, de l'amiral Flohic à André Frossard, Maurice Schumann et Jean de Lipkowski. Ceux-là sont tous, sans exception, partisans du « oui », ainsi que de plus jeunes, comme Michel Noir, qui tentent de maintenir l'esprit du mouvement. Le débat au sein du RPR, héritier usurpateur du gaullisme, est pour le moins étrange. Je ne suis pas gaulliste. Cependant,

# Rocard : le RPR se déshonore

## EXCLUSIF

**C'est un événement. Soucieux que le référendum bénéfice d'un taux de participation honorable, Michel Rocard dramatise désormais l'enjeu, somme le RPR de ne pas pratiquer la « politique du pire ». Et on appelle aux « vrais » gaullistes.**

j'ai assez de respect pour le Général, j'ai assez observé sa manière de conduire l'Etat pour pouvoir affirmer, sans crainte d'être contredit, que jamais l'indifférence n'a été son lot. De Gaulle choisissant l'abstention ? Inimaginable !

— *Vous êtes sévère avec le RPR...*

— Je pense que le RPR se déshonore. Dans la fuite en avant de Jacques Chirac et de ses amis, il y a une lâcheté en même temps qu'une déloyauté fondamentales. S'il y a référendum, ce n'est pas le fait du gouvernement. C'était une exigence de la communauté canaque, parce que l'Etat français lui a trop souvent menti. Drames et violences sont venus de là. L'accord n'était possible que si une instance plus haute que la majorité parlementaire et que le gouvernement qui en émane engageait la parole de la France. Cette instance, ce ne pouvait être que le peuple. Qui affecte de ne pas voir cela commet, pour des raisons de pure politique politique, une faute d'analyse,

se ment à lui-même et ment aux autres. Il y a, derrière tout cela, l'idée que la politique de force aurait encore sa place en Nouvelle-Calédonie. Ces hommes sont des violents. Leur attitude peut créer un doute sur la conduite de la puissance publique pendant les dix ans qui nous séparent du référendum local d'autodétermination. Mesurent-ils leur res-

L'EXPRESS  
1988 Oct 21

8830387 Bo 5

ponsabilité devant l'Histoire ?

— Attendiez-vous de Jacques Lafleur qu'il persuade mieux ses amis de l'Hexagone de voter « oui » ?

— Non. Les responsabilités de M. Lafleur sont calédoniennes. Ils les a prises avec beaucoup de panache et de courage. Je ne peux que l'en saluer. Si, à Paris, certains sont trop lâches pour oser lui accorder le soutien qu'il mérite, ce n'est pas sa faute.

— *A terme, l'indépendance est-elle inéluctable ?*

— Le référendum de 1998 aboutira-t-il à l'indépendance ? Rien n'est joué. Nous ne devons jamais oublier que, si les Canaques ont été acculés à la violence, c'est parce que, depuis un siècle et demi, on a traqué, opprimé et parfois massacré cette population. Aussi ma conviction est-elle faite : nous ne préservons les intérêts stratégiques tout à fait importants de la France dans le Pacifique Sud que dans des conditions acceptées par tous. J'ai beaucoup parlé de l'indépendance avec le FLNKS. Je leur ai dit, en pleine négociation, que, si l'appareil de l'Etat devait être impartial dans la préparation de ce référendum, afin de ne pas fausser le résultat du scrutin, mes préférences personnelles allaient au maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République française. Encore faut-il que, le 6 novembre, pratiquant la politique du pire, quelques-uns ne sabotent pas les chances de la République ! ■